

# L'accompagnement. Une logique paradoxale d'émancipation/domination participant à l'élaboration du système socio-politique

Pour une sociologie critique française

Didier Schwidt\*

## Abstract

L'accompagnement, paradigme central du travail social, constitue un élément essentiel du nouveau système socio-politique fondé sur l'individualisme libéral. Par sa logique paradoxale d'émancipation/domination, il impose de manière douce à la personne accompagnée de nouveaux modes de régulation, de contrôle et de domination centrés sur l'auto-contrôle, la réflexivité et le mythe de l'individu. En s'appuyant sur la personne, la situation, sur un discours technique et humaniste, l'accompagnement met à distance, notamment par sa pratique de la réflexivité, la mise en question des rapports sociaux et du système social. De ce fait, l'émancipation globale et sociale de l'individu nécessite le déploiement, dans la pratique de l'accompagnement, d'une posture critique et d'une réflexivité objectivante, contextuelle et sociétale, ainsi que la mise en place de dispositifs collectifs tournés vers l'environnement social et les institutions. L'accompagnement est considéré comme un acte socio-politique dont les acteurs peuvent s'emparer afin de transformer l'ordre social et économique.

*Accompagnement, a central paradigm of social work, is an essential element of the new socio-political system founded on liberal individualism. Through its paradoxical logic of emancipation / domination, it imposes in a gentle way the person accompanied by new modes of regulation, control and domination centered on self-control, reflexivity and the myth of the individual. By relying on the person, the situation, on a technical and humanistic discourse, the accompaniment puts at a distance, notably by its practice of reflexivity, the questioning of social relations and the social system. Consequently, the global and*

\* Sociologue et formateur dans une école de travail social (l'IRTS de Poitiers).

*social emancipation of the individual requires the deployment, in the practice of accompaniment, of a critical posture and objectifying, contextual and societal reflexivity, as well as the setting up of mechanisms Social environment and institutions. Accompaniment is considered as a socio-political act which the actors can take in order to transform the social and economic order.*

Pour cette réflexion, nous sommes partis d'un constat que, dans le travail social, y compris dans la formation, les nouvelles notions qui structurent l'intervention sociale actuelle sont peu interrogées, en dehors des modalités techniques et relationnelles de mise en place des dispositifs et du rapport à autrui. Sont de plus en plus absents le questionnement contextuel et social, l'interrogation des normes et des valeurs sociales dominantes, du système social, économique, politique, de notre modèle sociétal.

Lorsque l'on cherche des travaux critiques qui relient ces notions avec le système sociétal, nous sommes assez vite démunis, tout particulièrement sur la question de l'accompagnement, qui représente aujourd'hui le «modèle» de l'intervention en travail social. Et pourtant cette question représente un enjeu sociétal majeur, parce que l'accompagnement est pour nous articulé avec la nouvelle logique de ce système social. Elle permet également d'analyser la fonction sociétale du travail social ainsi que la position et les pratiques des professionnels.

Pour cette réflexion, nous emprunterons la posture théorique de la sociologie critique, et plus spécialement celle de la sociologie pragmatique de la critique, portée par Luc Boltanski, Laurent Thévenot et Philippe Corcuff. Notre question consiste à comprendre comment l'accompagnement déploie une logique paradoxale, à la fois d'émancipation et de domination, permettant alors de légitimer et de participer à l'élaboration du nouveau système socio-politique, portant le modèle économique actuel.

Nous posons comme point de départ trois idées:

1. L'accompagnement est un paradigme essentiel du nouveau système socio-politique centré sur l'individualisme libéral.

2. Il met en oeuvre un système paradoxal d'émancipation/domination, notamment par le biais d'une certaine forme de réflexivité.

3. Pour faciliter le développement d'une émancipation globale de l'individu, il est donc utile de développer une sociologie critique de l'accompagnement et de considérer sa pratique comme un acte socio-politique.

Examinons la première idée.

## 1. L'accompagnement, un paradigme majeur du système socio-politique

### *L'accompagnement est un nouveau paradigme du travail social*

Après avoir émergé au milieu des années 80, l'accompagnement est devenu une notion centrale dans le travail social au début des années 90. Il a acquis le statut de paradigme par le fait qu'il a transformé de façon très conséquente les modalités du travail social, le type de relation à la personne, la nature des dispositifs et l'orientation des textes et des politiques du secteur. Plusieurs chercheurs en ont fait le constat, au-delà de ce secteur. Jacques Ardoino dans un article publié en 2000 intitulé *De l'accompagnement en tant que paradigme*<sup>1</sup>. Maela Paul dans son chapitre de l'ouvrage *Penser l'accompagnement adulte, "l'accompagnement ou la traversée des paradoxes"*<sup>2</sup>; elle y écrit: «On peut dire que l'accompagnement, c'est "ce qui est arrivé" à la formation, au travail social, aux pratiques de conseil, comme un indice d'un changement paradigmatique»<sup>3</sup>.

Ce paradigme de l'accompagnement s'inscrit dans un ensemble de concepts qui s'imbriquent les uns dans les autres et qui font système: les concepts d'acteur, d'autonomie, de responsabilité et de projet. Maela Paul indique que le changement paradigmatique inclut «le passage [...] d'une conception de l'individu comme objet anonyme [...] à sa considération comme personne, sujet, acteur, auteur de son parcours et de ses projets»<sup>4</sup>.

Le déploiement de ce paradigme s'effectue parallèlement à un glissement historique des politiques sociales vers la responsabilisation individuelle. Comme l'expliquent les auteurs de l'ouvrage *De la responsabilité solidaire*, publié en 2003, les politiques sociales reposent sur «l'articulation entre deux valeurs fondamentales, la responsabilité individuelle et la solidarité sociale [...] dorénavant, leur équilibre ne semble plus aller de soi, les deux principes ont perdu leur cohérence, voire se dressent l'un contre l'autre [...] la responsabilité paraît revenir en force dans le social»<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> J. Ardoino, *De l'accompagnement en tant que paradigme*, in «Analyses de pratiques de formation», 40 (2000), Université de Paris 8.

<sup>2</sup> M. Paul, *L'accompagnement ou la traversées des paradoxes*, in J.-P. Boutinet - N. Denoyel - G. Pineau - Y. Robin, *Penser l'accompagnement adulte*, PUF, Paris 2007, pp. 251-274.

<sup>3</sup> Ibi, p. 256.

<sup>4</sup> Ibidem.

<sup>5</sup> C. Bec - G. Procacci, *De la responsabilité solidaire: mutation dans les politiques sociales aujourd'hui*, Syllepse, 2003, 4<sup>e</sup> de couverture.

Ce paradigme prend aussi la forme d'une nouvelle posture du travailleur social fondée sur la relation individuelle, l'élaboration d'une confiance réciproque et la constitution d'une contractualisation.

*L'accompagnement est au cœur d'un nouveau système socio-politique*

Plusieurs auteurs mettent l'accent sur le changement sociétal lié au déploiement de l'accompagnement. Guy Le Bouëdec dans son article d'Education permanente de 2002 intitulé «La démarche d'accompagnement, un signe des temps» évoque une «mutation de civilisation»<sup>6</sup>. Il met en avant la régression des grands intégrateurs traditionnels: la religion, l'école, la famille, le travail et l'idéologie politique du collectif.

C'est dans les années 80 que nous avons aussi connu de fortes transformations socio-économiques: essor du capitalisme financier, fin de l'Etat-Providence et déploiement de la pensée libérale et gestionnaire. Luc Boltanski parle pour cette période d'un «redéploiement du capitalisme»<sup>7</sup>. Dans ce contexte, l'individu est fragilisé par la précarité, l'insécurité et l'exclusion économique et sociale. D'autant plus fragilisé que s'est rapidement déployée une logique de responsabilité individuelle, doublée plus récemment d'une injonction à la réalisation de soi<sup>8</sup>. Que penser de la personne fragilisée?

Comme l'écrit Le Bouëdec «se trouvent valorisés l'idéologie libérale et l'individualisme». Et l'auteur poursuit: «Ces ébranlements considérables obligent chacun à se tenir debout seul, à assumer et à conduire sa vie, à ne plus s'en remettre à d'autres qui pensent pour lui. Cette situation, sans doute exaltante pour l'autonomie, est en réalité angoissante sinon désespérante». Et de conclure: «Voilà le contexte dans lequel surgissent assez naturellement le besoin et l'offre d'accompagnement»<sup>9</sup>.

La notion d'accompagnement s'inscrit comme une nouvelle manière de mobiliser l'individu et d'articuler individu et société. Il s'agit en réali-

<sup>6</sup> G. Le Bouëdec, *La démarche d'accompagnement, un signe des temps*, in «Education permanente», 153 (2002/4).

<sup>7</sup> L. Boltanski - N. Fraser, *Domination et émancipation. Pour un renouveau de la critique sociale*, Presses universitaires de Lyon, 2014, p. 27.

<sup>8</sup> Cfr. Ehrenberg, *La fatigue d'être soi*.

<sup>9</sup> G. Le Bouëdec, *La démarche d'accompagnement, un signe des temps*, in «Education permanente», 153 (2002/4), p. 15.

té d'une redéfinition du contrat social, décliné sous une forme beaucoup plus individuelle et libérale<sup>10</sup>.

Cette vision critique est partagée par de nombreux sociologues et philosophes, mais aussi par des auteurs en sciences de l'éducation. Nous venons de citer G. Le Bouëdec; c'est aussi J.-P. Boutinet. N'écrivait-il pas en 2002 que l'accompagnement est «le révélateur d'un mal de vivre postmoderne, né avec l'avènement des cultures du projet et ce qui peut être considéré comme leur échec». Il poursuivait: «cet accompagnement se trouve porteur de deux grands syndromes caractéristiques de notre ère: le cynisme et la dépression»<sup>11</sup>.

Ce paradigme correspond tout à fait au nouvel esprit du capitalisme, et aux nouvelles formes du système managérial, décrits par L. Boltanski et E. Chiapello<sup>12</sup>. Ces derniers parlent d'un néo-management centré sur l'adhésion des salariés eux-mêmes aux normes de l'entreprise.

Ce nouveau système socio-politique génère de nouvelles modalités de régulation, de contrôle et de domination, dont l'accompagnement serait un des principaux moteurs. Explorons cette seconde idée.

## 2. L'accompagnement, un système paradoxal d'émancipation/domination

### *Paradoxes de l'accompagnement*

Pour M. Paul, l'accompagnement est un espace de paradoxes. «L'accompagnement tend ainsi à se constituer comme un espace d'oppositions et de contradictions, voire d'ambiguïtés et d'ambivalences»<sup>13</sup>. Elle met l'accent sur la présence de ces ambiguïtés sur plusieurs plans de la pratique d'accompagnement.

Sur le plan de la relation, elle écrit: «outre l'articulation exigée entre asymétrie éducative et symétrie paritaire, ambiguïté d'une incitation à une connaissance de soi déclinée en termes de compétences, autrement dit

<sup>10</sup> Cfr. J.-L. Le Goff, *L'accompagnement: outils de domination ou d'émancipation*, Carnet du RT 25, Réseau Thématique de l'association française de sociologie, 2012, pp. 1-26. Récupéré le 11/12/2015 à (<http://rt25.hypotheses.org>).

<sup>11</sup> J.-P. Boutinet, *Questionnement anthropologique autour de l'accompagnement*, in «Éducation permanente», 153 (2002/4), p. 260.

<sup>12</sup> L. Boltanski - E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris 1999.

<sup>13</sup> M. Paul, *L'accompagnement ou la traversées des paradoxes*, in J.-P. Boutinet - N. Denoyel - G. Pineau - Y. Robin, *Penser l'accompagnement adulte*, cit., p. 251.

d'un souci d'adaptation, voire de conformité à des attentes normatives»<sup>14</sup>. Maela Paul met ici en exergue une première contradiction entre «asymétrie éducative» et «symétrie paritaire», pouvant selon nous donner l'illusion à la personne d'une équité des statuts et des rôles. Elle pointe aussi une deuxième contradiction, très présente dans la relation, entre une «incitation à la connaissance de soi» entendue libre exploration de soi, et une demande «d'adaptation voire de conformité à des attentes normatives». La connaissance de soi serait en partie détournée vers une fonction de normalisation.

Sur le plan du processus, l'auteur définit une ambiguïté «entre une incitation à une parole impliquée approchant la vérité du sujet et la vérification que l'on y opère de son implication»<sup>15</sup>. Nous touchons ici à l'injonction et au contrôle de l'implication de la personne.

Sur le plan de la fonction, M. Paul met l'accent sur plusieurs ambivalences: «entre lois et désirs, entre logique humaniste et logique marchande, entre une logique de contractualisation et une logique de projet [sous-entendu de projet libre]»<sup>16</sup>. Nous avons là une explicitation de l'opposition entre les souhaits de la personne et l'imposition sociétale.

Sur le plan de la posture, l'auteur insiste sur l'ambiguïté «entre posture incitative de fait et déni d'influence»<sup>17</sup>. Elle pose clairement la question centrale dans l'accompagnement, de l'instrumentalisation et de la manipulation de la relation par le professionnel.

Le décryptage de M. Paul met bien en exergue le paradoxe entre deux logiques opposées de l'accompagnement: du côté du sujet, une logique d'émancipation, et du côté du dispositif, une logique d'imposition, de domination. L'auteur reste relativement neutre sur le poids de chacune des logiques. Elle indique que «le défi est de rendre ces ambiguïtés tenables»<sup>18</sup>. Mais elle emprunte par endroits une posture beaucoup plus critique: «on peut se demander, dit-elle, s'il ne s'agit pas, sous couvert d'accompagnement, d'un nouveau type de contrôle social». Elle écrit aussi «si accompagner c'est veiller à l'égalité des chances, c'est l'instauration d'un traitement équitable, sa pratique ne risque-t-elle pas, sinon de produire, au moins

<sup>14</sup> Ibi, p. 269.

<sup>15</sup> Ibidem.

<sup>16</sup> Ibi, p. 270.

<sup>17</sup> Ibidem.

<sup>18</sup> Ibidem.

de perpétuer ce qu'elle est censée dénoncer». Ou bien encore «on peut s'interroger sur la contamination de deux types de relation: l'une étant de source humaniste, l'autre de source marchande, peut-on prévoir celle qui modèlera l'autre?»<sup>19</sup>.

### *L'accompagnement entre émancipation et domination*

J.-L. Le Goff, sociologue et psychologue du travail, interroge cette mise en avant radicale de l'humanisme: «La généralisation de l'accompagnement paraît en soi curieuse, voire suspecte dans sa dimension humaniste ostentatoirement affichée»<sup>20</sup>.

C'est un des rares chercheurs à développer une perception sociologique critique très précise sur l'accompagnement. Je m'appuierai sur deux publications récentes:

- Un article des carnets du réseau thématique *Travail, organisations, emploi* (RT 25) de l'association française de sociologie de 2012, intitulé *L'accompagnement: outils de domination ou d'émancipation?*
- Un article de la revue *Interrogations* de 2013, dont le titre est *La réflexivité dans les dispositifs d'accompagnement: implication, engagement ou injonction?*

Le Goff pointe de nombreux paradoxes, certains déjà évoqués par M. Paul, mais il pose aussi d'autres constats très questionnants:

- L'accompagnement comme «emprise sur les subjectivités»<sup>21</sup>.
- L'accompagnement en tant que dispositif plus général de «normalisation de l'action individuelle et collective»<sup>22</sup>.
- L'accompagnement comme conciliation entre «la reconnaissance des intérêts individuels [...] et le respect d'intérêts collectifs [...] au moindre coût financier et social»<sup>23</sup>.

<sup>19</sup> Ibi, p. 253.

<sup>20</sup> J.-L. Le Goff, *L'accompagnement: outils de domination ou d'émancipation*. Carnet du RT 25, Réseau Thématique de l'association française de sociologie, 2012, pp. 1-26. Récupéré le 11/12/2015 à (<http://rt25.hypotheses.org>), p. 2.

<sup>21</sup> Ibi, p. 4.

<sup>22</sup> Ibi, p. 3.

<sup>23</sup> J.-L. Le Goff (2013), *La réflexivité dans les dispositifs d'accompagnement: implication, engagement ou injonction?*, *Interrogations*, n. 19, 2013, pp. 1-18. Récupéré le 30/03/2016 à (<http://www://revue-interrogations.org>), p. 5.

- L'absence de la question du pouvoir et des rapports sociaux: «la question du pouvoir, centrale dans l'accompagnement [...] semble avoir été évacuée [...] et en soi cet effacement des rapports de force inhérents aux relations sociales paraît une curieuse exception»<sup>24</sup>.
- Le fait que les professionnels considèrent cet outil «comme s'il s'agissait d'un instrument neutre»<sup>25</sup>.
- Mais aussi un constat auto-critique sur la fonction des chercheurs: «le sociologue en tant qu'expert n'est-il pas aussi «le «complice» d'un processus qu'il se donne à critiquer»<sup>26</sup>, posant la question de la posture épistémologique et éthique du chercheur.

Le questionnement de Le Goff porte précisément sur la contradiction dans l'accompagnement entre une logique d'émancipation et une logique de domination. Il cherche à déployer ce qui se joue sur le plan à la fois de la subjectivité mais également des logiques objectives. Pour ce faire, il croise une approche micro-sociale et une approche macro-sociale critique, plutôt ancrée pour nous dans la perspective de la sociologie pragmatique.

Sa question est sans équivoque: «dans quelle mesure l'accompagnement comme dispositif d'aide participerait d'un processus d'émancipation (lutte contre l'exclusion, les inégalités sociales, pour la réussite scolaire et professionnelle, pour le bien-être des personnes en souffrance) ou de domination, c'est-à-dire d'un rapport de pouvoir avantageant un groupe, une classe sociale ou une élite – qui trouverait dans ce moyen une solution au maintien d'un statu quo social?»<sup>27</sup>.

A cette question, il propose une hypothèse orientée vers la problématique du contrôle social: «L'accompagnement ne serait-il pas le fer de lance d'une activité socio-éducative à finalité économique soutenue par des travailleurs sociaux (ou du social) dont la fonction serait d'opérer à la fois une régulation d'un mal-être ou d'une souffrance individuelle et un contrôle des publics à risque?»<sup>28</sup>. Il précise cette hypothèse en considérant

<sup>24</sup> J.-L. Le Goff, *L'accompagnement: outils de domination ou d'émancipation*. Carnet du RT 25, Réseau Thématique de l'association française de sociologie, 2012, pp. 1-26. Récupéré le 11/12/2015 à (<http://rt25.hypotheses.org>), p. 2.

<sup>25</sup> Ibidem.

<sup>26</sup> Ibi, p. 3.

<sup>27</sup> Ibi, p. 1.

<sup>28</sup> Ibi, pp. 1-2.



que l'accompagnement réflexif «marquerait ainsi l'avènement d'une technique réparatrice normative des êtres et des situations»<sup>29</sup>.

L'auteur explore pour ce faire une notion centrale dans l'accompagnement, perçue comme un allant de soi chez les professionnels: la réflexivité.

### *Les limites de la réflexivité*

Le Goff considère que la situation d'accompagnement produit une double obligation, d'engagement personnel et de réflexivité, imposant à l'individu une «remise en cause tant personnelle que professionnelle», mettant la personne «à l'épreuve de son être-même». Il relève également que l'individu est soumis à «une injonction procédurale»<sup>30</sup>, procéduralisation qui, de plus, réduit les potentialités de la réflexivité.

L'auteur interroge également la pertinence de la réflexivité mise en œuvre. Il précise que la réflexivité est centrée sur l'intersubjectivité, la situation, l'agir et le ressenti, mettant à l'écart la pensée distanciée, l'objectivité et la contextualisation notamment sociale et sociétale. «La réflexivité participerait d'une standardisation des façons de penser le social et l'action en enclavant «les agirs professionnels», produisant le rejet de la raison comme médiation [...] une réduction du social à la situation dans laquelle s'inscrit l'interaction professionnelle»<sup>31</sup>.

Ce changement s'accompagne d'une réduction de la pensée réflexive. Le Goff parle d'une «certification sociocognitive de l'expérience» qui donne l'illusion d'une «autodétermination»<sup>32</sup>, comme si la situation était totalement déconnectée du contexte social et sociétal. Cette autodétermination se double d'un processus d'autoréification qui consiste «à se convaincre soi-même (en qualité d'accompagnateur et d'accompagné) que les déci-

<sup>29</sup> J.-L. Le Goff, *La réflexivité dans les dispositifs d'accompagnement: implication, engagement ou injonction?*, Interrogations, n. 19, 2013, pp. 1-18. Récupéré le 30/03/2016 à (<http://www://revue-interrogations.org>), p. 7.

<sup>30</sup> J.-L. Le Goff, *L'accompagnement: outils de domination ou d'émancipation*, Carnet du RT 25, Réseau Thématique de l'association française de sociologie, 2012, pp. 1-26. Récupéré le 11/12/2015 à (<http://rt25.hypotheses.org>), p. 5.

<sup>31</sup> J.-L. Le Goff, *La réflexivité dans les dispositifs d'accompagnement: implication, engagement ou injonction?*, Interrogations, n. 19, 2013, pp. 1-18. Récupéré le 30/03/2016 à (<http://www://revue-interrogations.org>), p. 3.

<sup>32</sup> *Ibi*, p. 9.

sions prises dans ce cadre résultent d'une délibération rationnelle ou raisonnée en toute indépendance»<sup>33</sup>.

Cette certification socio-cognitive produit d'ailleurs «davantage de processus de remédiation [...] et de résilience [...] qu'un esprit critique». Car pour l'auteur, c'est bien la réduction de l'esprit critique qui est à l'oeuvre, et notamment de la «critique sociale», «au profit d'une critique plus technique», critique sociale qui dit-il «constituait traditionnellement la rhétorique et l'identité des métiers»<sup>34</sup>. Il s'agit d'une véritable révolution de la pensée et de la pratique du travail social, conduisant à «un travail social plus pragmatique (résolution de problèmes) et moins marqué par l'idéologie (lutte contre l'injustice sociale)»<sup>35</sup>.

D'où la question fondamentale qui consiste à savoir quel type de réflexivité est nécessaire à la personne accompagnée, et utile à l'accompagnateur, dans l'objectif de son émancipation:

- Réflexivité sur quelles entités: la personne, la situation, l'environnement social, les institutions, les groupes sociaux, la société...?
- Sur quelles questions sociales concernant la personne: reconnaissance, statut social, rapports sociaux, système de contrôle et de domination, logique économique...?
- Et surtout pour quels objectifs: s'adapter à son environnement, comprendre sa situation en lien avec le contexte social, changer son environnement, son statut...?

La réflexivité représente, pour Le Goff, une nouvelle modalité de gestion des «problèmes» sociaux: «la possibilité d'une gestion raisonnée des risques collectifs à l'échelle individuelle»<sup>36</sup>. Cette modalité met en exergue un élément central que nous avons déjà évoqué: la responsabilité individuelle. L'auteur parle de «transfert global de responsabilité» faisant des individus «non pas les victimes mais les vrais responsables des échecs du système socio-politique et économique»<sup>37</sup>.

De ce fait, l'accompagnement réflexif instaure un nouveau mode de contrôle social: l'auto-contrôle. Le Goff écrit: «Se pose la question de savoir si le contrôle social classique (une soumission involontaire ou contrainte à

<sup>33</sup> Ibi, p. 7.

<sup>34</sup> Ibi, p. 9.

<sup>35</sup> Ibi, p. 10.

<sup>36</sup> Ibi, p. 17.

<sup>37</sup> Ibi, p. 16 (cf. Danilo Martucelli [2004]).

l'autorité) ne deviendrait pas, par le biais de l'accompagnement, une nouvelle forme certifiée d'auto-contrôle qui ne dit pas son nom». Et l'auteur de qualifier cette logique «d'une politique de l'«assumance» impliquant la responsabilité de chacun»<sup>38</sup>.

En parlant des dispositifs d'accompagnement, Le Goff spécifie: «Ils peuvent en effet transformer les rapports de pouvoir et de domination structurant les réalités sociales par de nouvelles capacités réflexives et critiques. Ils peuvent également laisser croire que ces nouvelles possibilités seraient source d'émancipation alors qu'elles ne feraient que renforcer le système de domination en place»<sup>39</sup>.

L'ensemble de ces éléments participe bien de la construction de nouvelles modalités de domination. C'est la position globale tenue par le chercheur qui écrit: «les dispositifs d'accompagnement sont bien souvent un outil de contrôle et de domination qui ne dit pas son nom et auquel participe malgré eux l'ensemble des acteurs»<sup>40</sup>.

A partir de ce constat, quelles pistes pouvons-nous proposer afin de faciliter dans la pratique de l'accompagnement, le développement de l'émancipation globale et sociale des individus? Observons notre troisième idée.

### 3. Pour un accompagnement critique

#### *Repenser la notion de critique*

M. Alhadef-Jones, dans *Penser l'accompagnement adulte*, «Paradoxes de l'accompagnement et (r)éveil d'une pensée critique», propose de développer une posture critique de l'accompagnement, pour lui essentielle pour l'émancipation de la personne, dans la mesure où elle permet de développer sa capacité d'analyse et de prise de distance, avec pour objectif dit-il de permettre «l'apprentissage d'une capacité à (re)prendre position»<sup>41</sup>. L'auteur constate que, dans le champ des sciences de l'éducation qui théorise l'accompagnement, cette notion de critique «n'apparaît que

<sup>38</sup> Ibi, p. 17.

<sup>39</sup> Ibi, pp. 10-11.

<sup>40</sup> Ibi, p. 17.

<sup>41</sup> M. Alhadef-Jones, *Paradoxes de l'accompagnement et (r)éveil d'une pensée critique*, in J.-P. Boutinet - N. Denoyel - G. Pineau - Y. Robin, *Penser l'accompagnement adulte*, PUF, Paris 2007, pp. 227-242.

rarement définie et conceptualisée»<sup>42</sup>. Il précise que la réflexion critique varie en fonction du champ de pratique étudié et du cadre théorique choisi.

L'auteur indique que «la façon dont on va penser les enjeux de la critique [...] est elle-même déterminée (et limitée) par notre propre capacité de jugement critique». D'où la nécessité pour lui de «promouvoir [...] les moyens d'un travail de remise en question»<sup>43</sup>. Il insiste sur le fait que cette critique nous conduit à «interroger la nature de ce dont on doit accompagner»<sup>44</sup>. Il propose concrètement de «promouvoir des processus de création, de diversification, d'hétérogénéisation, d'improvisation, de contestation et de remise en question indispensables pour un travail de nature émancipatrice»<sup>45</sup>. Cette posture critique va, selon le chercheur, jusqu'à «s'émanciper de discours supposés émancipateurs»<sup>46</sup>.

S'inscrivant dans cette même perspective critique, Jean-Louis Le Goff défend la nécessité de promouvoir une réflexivité critique.

### *Développement d'une réflexivité critique*

L'auteur considère que dans une perspective d'émancipation, l'accompagnement ne peut faire l'économie d'une articulation entre réflexivité et critique: «Réflexivité et critique seraient deux moments (dialectiques) différents mais indissociables d'une même capacité de jugement»<sup>47</sup>. Il propose la construction d'une «réflexivité critique partagée», entre tous les acteurs de l'accompagnement. Dans ce contexte, le sociologue ou le professionnel devient «facilitateur d'une auto-réflexivité des acteurs»<sup>48</sup>. Le Goff insiste sur la nécessité de faire un lien entre l'expérience personnelle et le contexte social et sociétal. Il parle d'une «interpolation socio-subjective» permettant de «construire pragmatiquement une critique socialement si-

<sup>42</sup> Ibi, p. 232.

<sup>43</sup> Ibi, p. 237.

<sup>44</sup> Ibi, p. 236.

<sup>45</sup> Ibi, p. 238.

<sup>46</sup> Ibi, p. 241.

<sup>47</sup> J.-L. Le Goff, *L'accompagnement: outils de domination ou d'émancipation*, Carnet du RT 25, Réseau Thématique de l'association française de sociologie, 2012, pp. 1-26. Récupéré le 11/12/2015 à (<http://rt25.hypotheses.org>), p. 11.

<sup>48</sup> Ibi, p. 14.

tuée». Il indique même de laisser aux acteurs «la possibilité d'exister dans et par la critique des dispositifs»<sup>49</sup>.

L'auteur prône le développement par le sociologue ou le professionnel «d'une sorte de réflexivité «négative» à la fois objectivante et critique», négative dans le sens d'une inversion de la logique réflexive dominante<sup>50</sup>.

Le Goff insiste sur un élément majeur expliquant cette perte du sens critique, c'est la dépolitisation des individus, nous pouvons rajouter dépolitisation du travail social et des nouvelles idéologies: «On assisterait alors à une dépolitisation des sujets-acteurs réconciliés avec eux-mêmes (canalisation d'un sentiment d'injustice pourtant moteur pour l'action): la «cautérisation psychologique» résultant d'une réparation personnelle (réconciliation avec soi) leur ferait oublier finalement leur ancienne souffrance d'origine sociale. Intégrant les catégories de pensée censées leur permettre de s'émanciper, ils finiraient par adhérer aux valeurs dominantes»<sup>51</sup>.

### *Pour un accompagnement collectif et orienté vers l'environnement social*

Pour compléter les pistes de réponse possibles, il est nécessaire de sortir de la dimension individuelle de l'accompagnement, et donc de s'orienter vers des dispositifs collectifs, de groupes. Nous rejoignons une démarche traditionnelle de l'éducation populaire. Cet investissement permet de socialiser les situations individuelles, dans le double sens de partager les expériences singulières pour qu'elles deviennent aussi des expériences communes, et de transformer les questions individuelles en questions sociales, déconstruisant ainsi la logique de responsabilisation individuelle.

Il est également indispensable d'orienter l'accompagnement vers des actions qui visent l'environnement social des personnes. Luc Boltanski propose la piste des institutions porteuses de ces changements émancipatoires. Pour lui, seule l'institution peut produire un contre-pouvoir efficace face au système socio-politique. Et dans ce sens, il défend l'idée, avec Nancy Fraser, que l'émancipation ne peut se développer que par l'initiative des individus, ce qu'il nomme «l'auto-émancipation». Il écrit: «une politique d'émancipation n'est pas une politique qui peut venir d'en haut [...] L'émancipation, selon moi, suppose donc une auto-émancipation. Et

<sup>49</sup> Ibi, p. 15.

<sup>50</sup> Ibi, p. 18.

<sup>51</sup> Ibidem.

ce n'est possible que si on se réapproprie son environnement»<sup>52</sup>. Il précise que cela ne peut se réaliser qu'à la condition que l'on modifie les rapports de force, et rappelle qu'«il n'existe sans doute pas d'autre chemin que l'éternel chemin de la révolte»<sup>53</sup>.

### *Lutter contre l'instrumentalisation et la manipulation de l'individu*

Il faut pour Boltanski lutter contre ce qu'il appelle les «boucles de récupération» du système socio-économique: «Le capitalisme attire à lui des acteurs, qui réalisent avoir été jusque-là opprimés, en leur offrant une certaine forme de libération, laquelle dissimule de nouveaux types d'oppression; on peut dire alors que la capitalisme «récupère», par la mise en oeuvre de nouvelles modalités de contrôle, l'autonomie consentie»<sup>54</sup>. C'est la fameuse problématique de l'illusion. Plusieurs autres auteurs défendent l'idée de l'illusion de l'individu: Benasayag en 1998 dans *Le mythe de l'individu*, ou Jean-Claude Kaufmann dans son chapitre de *L'individu aujourd'hui* intitulé «la force structurante d'une illusion: l'individu», 2010<sup>55</sup>.

Robert Castel écrit quant à lui: «Pouvoir s'accomplir comme un individu libre et responsable [...] est tributaire de conditions qui ne sont pas données d'emblée et qui ne sont pas données à tous»<sup>56</sup>. Il propose la notion d'«individu par défaut», qu'il oppose à celle d'«individu par excès». Ce dernier est hyper sollicité et valorisé, alors que le premier est défini comme «ceux auxquels manquent les ressources de base pour avoir la capacité d'exister et d'être reconnus comme des individus à part entière»<sup>57</sup>.

Nancy Fraser prône ce qu'elle appelle «une conception modeste et non exclusive de l'émancipation», intégrant des éléments collectifs permettant de protéger les individus, car dit-elle «la sécurité, la stabilité, la solidari-

<sup>52</sup> L. Boltanski - N. Fraser, *Domination et émancipation. Pour un renouveau de la critique sociale*, Presses universitaires de Lyon 2014, p. 50.

<sup>53</sup> L. Boltanski, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Gallimard, Paris 2009, p. 233.

<sup>54</sup> L. Boltanski - E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris 1999, pp. 509-510.

<sup>55</sup> M. Benasayag, *Le mythe de l'individu*, La Découverte, Paris 1998; cfr. aussi V. De Gaulejac, *Travail. Les raisons de la colère*, Seuil, Paris 2011.

<sup>56</sup> R. Castel, *Individu par excès, individu par défaut*, in P. Corcuff - C. Le Bart - F. De Singly (eds.), *L'individu aujourd'hui*, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 294.

<sup>57</sup> Ibi, pp. 299-300.

té ont leur intérêt propre». Elle propose ce qu'elle nomme une «alliance entre émancipation et protection sociale»<sup>58</sup>.

Suite à cet ensemble de réflexions, que pouvons-nous conclure?

### *L'accompagnement, un acte socio-politique*

Ce travail nous a permis de consolider notre hypothèse considérant l'accompagnement comme un paradigme essentiel du système socio-politique adossé au nouveau système économique. Il est même calqué sur le modèle qu'il porte, de l'individualisme libéral. L'ensemble conceptuel lié à l'accompagnement et son usage individualisant en attestent (acteur, autonomie, responsabilité, projet).

L'aspect foncièrement paradoxal de l'accompagnement témoigne de la contradiction structurante de cette pratique, et valide l'idée que sa fonction sociale est bien d'installer, sous couvert d'émancipation de l'individu, un nouveau système de domination, complexe, ambigü, feutré, souvent caché. L'émancipation est bien présente, mais elle s'exerce surtout à un certain niveau, celui de la personne, dans son registre d'auto-réflexivité sur ses compétences et ses capacités d'adaptation, très peu sur le registre de la transformation de son environnement social, ni au niveau collectif et sociétal. Et ce processus d'émancipation est contrôlé, par les dispositifs, les professionnels et par les personnes elles-mêmes. C'est la logique de l'auto-contrôle. Le support principal de la domination serait le dominé lui-même<sup>59</sup>. Et le mythe de l'individu a un rôle central dans ce processus. La pratique de l'accompagnement permet ainsi le déploiement de ce système, sa légitimation et surtout l'adhésion des personnes accompagnées, ainsi que des professionnels accompagnants. Elle met un oeuvre un processus social qui tend à se renforcer aujourd'hui de soumission volontaire. Les professionnels participent à ce processus, principalement à leur insu.

De ce fait, la force de ce système réside dans l'implication centrale de l'individu, et dans le jeu subtil des paradoxes dans lesquels il est inséré, par exemple entre liberté et contrôle, individu et dispositif, authenticité et

<sup>58</sup> L. Boltanski - N. Fraser, *Domination et émancipation. Pour un renouveau de la critique sociale*, Presses universitaires de Lyon, p. 55.

<sup>59</sup> Cfr. Bourdieu, Boltanski, De Gaulejac.

instrumentalisation, humanisme et marché... Les premiers fonctionnent comme une attraction, une idéalisation, objectivement amplement une illusion.

La responsabilisation individuelle ainsi que le processus de réflexivité soutiennent ce dispositif. Pour ce dernier, nous avons vu que la logique dominante centre le travail de réflexivité sur l'individu, l'intersubjectivité, la situation et l'expérience. De ce fait, la pratique de la réflexivité crée une distance, voire une rupture avec le contexte social et le système sociétal. C'est ainsi que les pratiques d'accompagnement cachent la question des rapports de force et de l'inégalité des rapports sociaux. Elles rompent également avec la tradition de recherche d'objectivité.

Nous constatons alors que les logiques et les valeurs qui fondent l'accompagnement, la centration sur la personne, sur la situation, sur le vécu, le souci de la technique et le discours humaniste, produisent ensemble une neutralisation des enjeux sociétaux et du questionnement de notre système socio-politique, favorisant le déploiement de l'ordre social et économique.

Dans ce contexte, pour permettre le développement d'une émancipation suffisante, concernant la globalité de la personne, y compris sa situation sociale, et sa place dans le système social, il est essentiel de développer une vision suffisamment critique et d'inverser au maximum la logique de l'accompagnement. Il s'agit par exemple de:

- construire un lien compréhensif entre l'individu et son contexte social;
- développer une critique sociale, recontextualiser, repolitiser et resociologiser les questionnements;
- réfléchir aux objectifs ultimes de l'accompagnement et aux éléments, de ce fait, qu'il est nécessaire d'interroger;
- clarifier la relation et les enjeux avec la personne accompagnée, et élaborer une relation suffisamment équitable;
- donner du pouvoir et des ressources à chacun, notamment pour agir sur le contexte social;
- promouvoir un accompagnement collectif;
- redoubler de vigilance par rapport à l'instrumentalisation de l'individu et de l'humanisme.

Dans cette perspective, la pratique de l'accompagnement devient un acte socio-politique indispensable pour élaborer une société plus juste, plus égalitaire, plus solidaire et plus démocratique.



Mais pour ce faire, il est essentiel de développer fortement une perception critique et sociétale. Jean-Louis Le Goff écrit: «C'est la question de la formation à la critique et par la critique qui s'impose»<sup>60</sup>. Il insiste pour que le sociologue (il en est de même du professionnel) développe une «réflexivité autocritique et clinique» consistant en «une mise en doute systématique et continue de ses postures». Il précise: «A son engagement réflexif dans l'analyse et la prise en compte de la parole d'autrui, devrait correspondre en contrepoint une capacité de dégagement critique (et affectif)»<sup>61</sup>. Philippe Corcuff parle de «critique sociale radicale et émancipatrice», radicale dit-il «au sens de saisir les choses par la racine»<sup>62</sup>.

A l'issue de cette réflexion, nous sommes convaincus qu'il est nécessaire de développer une sociologie critique de l'accompagnement, notamment dans le sens de la sociologie pragmatique de la critique. Cette dernière considère que l'individu a des capacités réelles de compréhension, de critique et d'action lui permettant de développer des contre-pouvoirs. Luc Boltanski définit cette sociologie comme étant une contribution «à une critique sociale de la domination et, indissolublement, à la recherche de chemins allant dans le sens d'une émancipation»<sup>63</sup>. Mais cette sociologie critique doit s'articuler à d'autres disciplines, notamment les sciences de l'éducation, la philosophie, la psychologie et la psychanalyse, pour intégrer d'autres approches du phénomène, notamment micro-sociales ou cliniques, approches qui permettraient de ré-articuler les pratiques avec le contexte social, économique et politique, et plus globalement avec le système socio-politique et ses fondements.

<sup>60</sup> J.-L. Le Goff, *L'accompagnement: outils de domination ou d'émancipation*, Carnet du RT 25, Réseau Thématique de l'association française de sociologie 2012, pp. 1-26. Récupéré le 11/12/2015 à (<http://rt25.hypotheses.org>).

<sup>61</sup> Ibi, p. 17.

<sup>62</sup> L. Boltanski - N. Fraser, *Domination et émancipation. Pour un renouveau de la critique sociale*, Presses universitaires de Lyon, p. 8.

<sup>63</sup> L. Boltanski, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Gallimard, Paris 2009, pp. 223.